



Association Romande des Guides de Montagne



Rolle, le 31 mars 2012

Pierre Abramowski
Président ARGM
La Rommaz, Bugnauz
1180 Rolle

Office fédéral du sport
A l'att. de Monsieur Markus Feller
Route principale 245-253
2532 Macolin

markus-feller@baspo.admin.ch

PAR COURRIEL

Ordonnance sur les guides de montagne et les autres prestataires d'activités à risque : procédure de consultation

Monsieur le Conseiller fédéral,
Monsieur,

Nous vous remercions de l'occasion que vous donnez aux guides de montagnes et autres milieux intéressés de participer à la mise en consultation de l'ordonnance sous rubrique. Vous nous permettrez, après quelques lignes introductives, de vous présenter des points que nous jugeons essentiel de porter à votre attention.

Un peu d'histoire

L'Association romande des guides de montagne (ARGM) est historiquement une Association régionale, chapeautée par l'Association suisse des guides de montagne (ASGM), qui jusqu'à l'automne 2011 s'appelait Association vaudoise des guides de montagne (AVGM). Elle représente depuis presque 65 ans les intérêts des guides de montagne du canton de Vaud et, depuis quelques années, de guides de montagne résidant dans les autres cantons romands. En 2009 l'assemblée générale a accepté d'ouvrir les portes de notre association aux accompagnateurs de randonnée et aux moniteurs d'escalade. De ce fait, nous avons pu accueillir en 2010 une trentaine de représentantes et représentants de ces nouveaux métiers liés aux sports de montagne et de nature. A ce jour l'ARGM compte 150 membres, hommes et femmes, résidant dans tous les cantons suisses romands.

Au cours de sa riche histoire, notre association a été le trait d'union entre les autorités cantonales vaudoises et le monde de la montagne professionnelle en terres vaudoises. A ce titre, des membres de l'association siègent à la Police cantonale du commerce dans la

Commission cantonale des guides de montagne et des accompagnateur en montagne. Certains de nos membres, qui sont également professeurs de sports de neige, siègent dans la Commission cantonale des sports de neige.

Le canton de Vaud, que d'aucuns considèrent, à tort, comme un canton de plaine, s'est doté, il y a de nombreuses années déjà, des textes de loi nécessaires à réglementer les activités économiques liées aux métiers de la montagne. Plusieurs de nos membres ont participé à la rédaction de ces textes cantonaux qui ont donné lieu à beaucoup de discussions à l'époque. Forts de cette expérience, nous avons pris part à la prise de position de l'Association suisse des guides de montagne, mais, au vu de certaines spécificités cantonales vaudoises, nous avons également demandé l'autorisation de notre association faîtière de vous transmettre une prise de position autonome. Nous avons reçu sans difficulté cette autorisation de la part de l'ASGM.

Le guide de montagne comme gestionnaire des risques objectifs en terrain montagneux

Notre souhait, dans notre prise de position sur l'ordonnance sous rubrique, est de nous référer à la prise de position de l'ASGM, à laquelle nous adhérons, tout en insistant sur des aspects qui, nous semble-t-il, sont fondamentaux et que l'ASGM a peu développés.

Nous souhaitons, en particulier, insister sur le fait que tant dans la formation que dans la pratique quotidienne des guides de montagne un accent très fort est mis sur la gestion des risques objectifs. S'il fallait en une phrase qualifier le métier de guide de montagne, on pourrait sans conteste dire que c'est un gestionnaire professionnel des risques objectifs liés à la pratique des activités et sports de montagne. En effet, si l'on se réfère au risque objectif majeur que rencontre une personne dans le terrain montagneux, à savoir les avalanches, une personne qui termine la formation de guide de montagne a passé au minimum 35 jours de sa formation à cotoyer ce thème, sans compter les activités non quantifiables exercées lors de la partie d'expérience pratique du cursus qui doit comprendre quarante courses sous supervision au minimum.

Les autres professions dont il est question dans l'ordonnance ORisque sont également exercées dans un environnement de montagne ou que l'on peut considérer comme tel, mais avec des composantes pédagogiques et didactiques très importantes. Ces métiers visent avant tout à transmettre un savoir et, pour ce faire, ces professionnels reçoivent des enseignements spécifiques renforcés. Par contre, dans le domaine de la gestion des risques objectifs et plus spécialement des avalanches, ces formations sont nettement plus sommaires. Un professeur de sports de neige avec diplôme fédéral (PSNBF) a six jours de formation à la randonnée à ski et à la science des avalanches. De son côté, un accompagnateur de randonnée a une formation qui s'étend sur dix jours pour la randonnée en raquettes, le milieu naturel en hiver, l'appréciation des dangers et les avalanches.

Prise de position sur l'article 6 alinéa 2

En vertu de ce qui précède, l'autorisation faite aux PSNBF, selon l'article 6 alinéa 2 ORisque, de faire de la randonnée à ski nous semble devoir être précisée. Comme l'écrit l'ASGM dans sa prise de position, la profession de PSNBF a pour but d'enseigner toute la palette des techniques des sports de neige, y compris les techniques de descente en neige profonde dans le terrain. En cela, nous sommes d'avis que les PSNBF doivent pouvoir exercer leur art dans le ski de variantes dans les conditions mentionnées aux paragraphes a et suivants de l'art. 6 al. 2 ORisque. En plus des propositions de l'ASGM dans sa propre prise de position, nous proposons de préciser l'article 6 alinéa 2 :

« L'autorisation habilite à conduire des clients en randonnées hors du domaine de responsabilité des exploitants de remontées mécaniques et de téléphériques à condition : [...] » de la façon suivante :

« L'autorisation habilite à conduire des clients en randonnées hors du domaine de responsabilité des exploitants de remontées mécaniques et de téléphériques à des fins d'enseignement du ski de variantes en neige profonde à condition : [...] »

Cette modification a l'avantage de laisser aux PSNBF toute latitude dans leur enseignement, tout en précisant clairement les buts dans lesquels ils sont autorisés à partir en randonnées hivernales hors des domaines mentionnés. La raison d'être de cette demande de précision de notre part est le constat fréquent et répété, dans le canton de Vaud, de PSNBF qui font du ski hors pistes dans des terrains alpins et dans des conditions nivologiques pour lesquels ils ne sont ni formés ni équipés. Nous craignons que sans précaution supplémentaire, l'article 6 alinéa 2 ne soit interprété de façon plus libérale encore que les textes en vigueur actuellement, conduisant ainsi à une pratique renforcée de la randonnée à ski par des PSNBF.

Conclusion

Pour le reste, nous nous alignons sur la prise de position de l'Association suisse des guides de montagne.

Nous vous prions de bien vouloir accorder votre attention à nos remarques et propositions.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.



Pierre Abramowski
Président ARGM